

COMMUNICATION FINANCIERE

SITUATION PROVISoire DU GROUPE ONCF AU 30 JUIN 2009



BILAN CONSOLIDE PROVISoire

BILAN (ACTIF)			BILAN (PASSIF)		
	EN MDH			EN MDH	
ACTIF	AU 30/06/09	AU 31/12/08	PASSIF	AU 30/06/09	AU 31/12/08
ACTIF IMMOBILISE	31 788,8	31 580,1	CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE	15 749,5	15 789,7
Immobilisations en non-valeurs	90,4	71,4	Capitaux propres Groupe	15 508,3	15 505,0
Immobilisations incorporelles	129,0	112,0	. Capital	24 971,8	24 635,8
Immobilisations corporelles	26 597,5	25 847,7	. Réserves consolidées	-9 134,6	-9 288,6
Immobilisations financières	4 701,1	5 242,3	. Résultat net de l'exercice (part Groupe)	-328,9	157,8
Titres mis en équivalence	88,6	94,5	Intérêts Minoritaires	241,2	284,7
Ecarts de conversion	182,3	212,2	Provisions pour risques et charges	372,9	408,4
ACTIF CIRCULANT (Hors trésorerie)	3 525,9	3 238,6	PASSIF CIRCULANT (Hors trésorerie)	3 994,8	4 205,0
Stocks et en-cours	847,7	825,7	Dettes d'exploitation	2 166,9	2 364,7
Créances d'exploitation	703,4	582,8	Autres dettes	1 784,9	1 794,4
Créances diverses	1 899,0	1 790,5	Autres provisions pour risques et charges	42,9	45,9
Titres et valeurs de placements	75,8	39,6	TRESORERIE-PASSIF	320,1	145,6
TRESORERIE-ACTIF	132,0	279,4	TOTAL PASSIF	35 446,7	35 098,2
TOTAL ACTIF	35 446,7	35 098,2			

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES CONSOLIDE PROVISoire

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES		
	EN MDH	
	AU 30/06/09	AU 30/06/08
PRODUITS D'EXPLOITATION	1 418,5	1 867,0
Chiffre d'affaires	1 243,4	1 639,9
Autres produits	175,1	227,1
CHARGES D'EXPLOITATION	1 442,8	1 316,7
Achats revendus et consommés	446,5	406,9
Autres charges externes	108,0	91,5
Impôts et taxes	11,1	12,7
Charges de personnel	446,4	412,0
Dotations aux amortissements et provisions	430,8	393,6
RESULTAT D'EXPLOITATION	-24,3	550,3
RESULTAT FINANCIER	-280,0	-315,7
RESULTAT COURANT	-304,3	234,6
RESULTAT NON COURANT	0,1	-6,4
RESULTAT AVANT IMPÔTS	-304,2	228,2
Impôts sur les résultats	77,6	11,8
QP du résultat des sociétés mises en équivalence	9,5	19,1
RESULTAT NET CONSOLIDE	-372,3	235,5
Part du Groupe	-328,9	246,0
Intérêts minoritaires	-43,5	-10,5

LISTE DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

	Pourcentage d'interet	Pourcentage de contrôle	Méthode
Office National des Chemins de Fer	100,00	100,00	Mère
Société Marocaine des Transports Rapides	64,01	64,01	Intégration global
Société LA MAMOUNIA	62,07	62,07	Intégration global
Société des Basaltes Marocains	91,46	99,32	Intégration global
Société des Grandes Carrières Marocains	64,00	99,98	Déconsolidée
Laboratoire Public d'Essais et d'Etudes	24,99	24,99	Mise en équivalence
Société Chérifienne de Matériel Industriel et Ferroviaire	19,96	19,96	Mise en équivalence

Deloitte.

I.F. : 1021006
R.C. : 51 451
CNSS : 2749797
Patente : 30220009

Deloitte Audit
288, Boulevard Zerktouni
5^{ème} étage
Casablanca
Maroc

Téléphone : + 212 22 22 40 25
+ 212 22 22 47 34
Télécopieur : + 212 22 22 40 78
+ 212 22 22 47 59

"OFFICE NATIONAL DES CHEMINS DE FER (ONCF)"
ATTESTATION DES AUDITEURS INDÉPENDANTS SUR LES COMPTES
CONSOLIDÉS DU GROUPE ONCF
PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2009

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de l'Office National des Chemins de Fer (ONCF) comprenant le Bilan et le Compte de Produits et Charges au terme du semestre couvrant la période du 1^{er} janvier 2009 au 30 juin 2009. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant 15 750 millions de dirhams, dont une perte nette consolidée de 329 millions de dirhams.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire du Bilan et du Compte de Produits et Charges ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit.

1. Nous n'avons pas audité les comptes clos au 31 décembre 2008, cette date précède notre nomination en tant qu'auditeur indépendant de L'ONCF. De ce fait, toute inexactitude dans ces chiffres pourrait avoir une incidence sur la situation nette de l'exercice clos au 30 juin 2009.

2. Le rapport d'audit indépendant de notre prédécesseur au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008, daté du 25 mars 2009, exprimait une opinion avec les réserves suivantes que nous maintenons au 30 juin 2009:

* L'ONCF avait comptabilisé en 2002, dans le cadre de la mise en oeuvre de l'opération de transfert de la Caisse de Retraite Interne de l'ONCF au Régime Collectif d'Allocation de Retraite, DH 8 009 millions en tant que dotation en capital à recevoir de l'Etat. Ce montant, révisé à hauteur de DH 7 833 millions en 2005 suite à la conclusion avec l'Etat du contrat programme 2005-2009 est ramené en 2006 à DH 7 624 millions suite à l'actualisation par l'Office du montant à recevoir de la part de l'Etat pour la période 2010-2019, inclut DH 3 834 millions ayant fait, jusqu'au 31 décembre 2005, l'objet d'un engagement formalisé de l'Etat décliné au niveau des contrats programmes respectivement pour les périodes 2002-2005 et 2005-2009 et dont l'Office a reçu la totalité jusqu'au 30 juin 2009; le reliquat non couvert par un engagement formalisé de l'Etat, soit DH 3 790 millions demeure non encore confirmé par un document officiel à même de supporter sa prise en charge dans les livres de l'ONCF. Ce dernier avait, à cet égard, saisi en 2002, le Ministère des Finances pour l'obtention d'un tel document, sans qu'une réponse n'ait été reçue à ce jour.
A cet égard, l'ONCF estime que la correspondance du ministère des Finances en date du 28 décembre 2001, relative à la mise en oeuvre de l'opération de transfert, effective à partir du 1^{er} janvier 2002, de la Caisse de Retraite Interne de l'ONCF au Régime Collectif d'Allocation de Retraite (RCAR) bien qu'elle ne fasse pas mention expressément d'un engagement formel sur le montant de la dotation en capital à recevoir ainsi comptabilisé en 2002, a validé le schéma mis en place pour faire face à ce coût de transfert.

* Les comptes de TVA récupérable totalisent un montant de l'ordre de DH 1 516 millions au 30 juin 2009. Ces comptes ont enregistré une augmentation significative par rapport à l'exercice 2006 due au fait que l'Office se retrouve actuellement e situation de crédit de TVA important. A ce stade et en l'absence de perspective de récupération de cette TVA, nous ne sommes pas en mesure de savoir si ce montant sera totalement ou partiellement recouvré.

Sur la base de notre examen limité et à l'exception des paragraphes 1 et 2 ci-dessus, nous n'avons pas relevé d'autre fait qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joint, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société arrêtés au 30 juin 2009, conformément aux normes comptables nationales en vigueur.

Casablanca, le 29 septembre 2009

Deloitte Audit

Deloitte Audit
288 Boulevard Zerktouni
5^{ème} étage
CASABLANCA
Tél : 022 22 47 34/35/36
Fax : 022 22 40 78

Ahmed Benabdelkhalik
Associé